

CHRONIQUE DU MOIS

La session fédérale doit, paraît-il, se prolonger jusqu'à la fin d'avril ; jusqu'ici rien de très important n'a été fait. Les débats sur la question de la protection durent depuis plus de trois semaines et sont loin d'être finis. Le premier vote a été pris sur un amendement de M. Wood, au tarif imposé par le gouvernement qui l'a emporté par 31 voix. Depuis la dernière session, les partisans de la protection ont gagné du terrain en Parlement, et sur cette question, plusieurs amis du gouvernement ont voté contre le tarif. Les trois députés de Montréal ont soutenu les intérêts de leurs constituants, en se déclarant en faveur d'une politique protectionniste. En effet, il suffit de jeter un coup d'œil sur la condition déplorable de toutes nos villes du Bas-Canada, pour nous convaincre que plus que jamais, il est indispensable de protéger nos industries. La concurrence désastreuse que nous font nos voisins d'Amérique, devra sous peu amener la ruine irréparable de toutes nos manufactures. Depuis quelques années les artisans sont forcés de quitter les villes et ceux qui restent manquent d'ouvrage. Il nous paraît clair que la politique protectionniste est la seule politique vraiment nationale pour le Canada et que ce serait aussi le seul moyen d'amener la fin de la crise, qui menace de se prolonger indéfiniment.

La condition financière de nos villes ne paraît pas s'être améliorée de beaucoup. Des banqueroutes considérables viennent de temps à autres jeter le désarroi dans nos cercles commerciaux. Cependant il nous fait plaisir de constater que la situation des classes ouvrières a été, cet hiver, plus supportable, au moins à Montréal, que l'an dernier. Beaucoup sans doute ont eu à souffrir, mais on n'a pas eu à enrégistrer ces faits lamentables qui étonnent dans des cités opulentes. Les associations de charité ont dû avoir encore un vaste champ pour exercer leur dévouement ; mais il n'a pas fallu recourir aux mesures extrêmes que provoque une